

faites-moi lire, svp !

Nouvelles

Belgique -Belgie
P.P.
BC 1757
Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Mensuel de l'asbl "Le Progrès"

(pas de parution en juin et juillet) - déposé à 6000 Charleroi X
publication réalisée avec l'aide de la Communauté française

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Jules destr e, 11   6020 Dampremy
Tél : 071 30 39 12
GSM : 0475 46 39 19
fax : 071 30 58 30
E mail : robert.tangre@skynet.be
C.C.B. : 068-2013811-21

Nouvelles 296

Sommaire

Mars 1886 et la révolte ouvrière en Wallonie

1er mai 1886 : Une grève sanglante à Chicago inspire la fête du Travail

Le premier des 1 er mai sanglant de Haymarket

Choisir son camp : le Monument à la police et le Monument   Haymarket

1er mai 1891 : le massacre de Fourmies et l' glantine

  l'origine du premier mai | Une lutte, avant d'être une fête

Le 1 er mai en Belgique.

1er mai 1942 en Belgique

Peloton d'exécution, électrocution, asphyxie par gaz...

1^{er} MAI 1886

Manifestations de Chicago à la suite desquelles 5 anarcho-syndicalistes sont pendus après une parodie de justice.

  cette époque, les syndicats décidèrent de commémorer leur sacrifice par une journée internationale de luttes ouvrières.

En rendant cette journée ch m e et payée l'Etat, représentant du capitalisme, dénature son caractère révolutionnaire en la transformant en «Fête du Travail» et du Muguet.

Travailleur ne fête pas ton asservissement, combat pour ton émancipation.
Mai 70, le combat continue.

Groupe Anarchiste d'Asnières (F. A.)
Comité d'Action Clichy Comité d'Action Citroën

Mars 1886 et la révolte ouvrière en Wallonie.

L'historien du travail Adrian Thomas raconte



La Commune de Paris de 1871 s'est lancée à l'assaut du ciel un 18 mars. A l'occasion de son quinzième anniversaire, une autre révolte ouvrière a démarré ce même jour. Le prolétariat wallon s'est soulevé en 1886 et a amorcé une première législation sociale belge.

L'insurrection ouvrière de 1886 intervient dans un contexte de forte régression sociale (baisse salariale globale et hausse du chômage) à une époque où aucune règle ne tempère l'exploitation capitaliste : journée de 12h/jour, travail des enfants, multiples accidents usiniers, etc....

-Il y a déjà eu plusieurs rébellions prolétariennes en Belgique, comme l'émeute du coton à Gand (1839), la révolte du moulin de Marchienne (1867) ou le massacre de Seraing (1869). Le mouvement social est alors dans une phase avancée de structuration. Le Parti ouvrier belge a été fondé en avril 1885 et regroupe de nombreux courants, syndicats, mutuelles, coopératives et autres associations socialistes. Sa priorité est d'abord de gagner le suffrage universel.

Mais l'initiative viendra d'anarchistes liégeois. Ce groupe plutôt marginal invite les ouvriers à une manifestation sur la grande place de la Cité ardente puis à un meeting

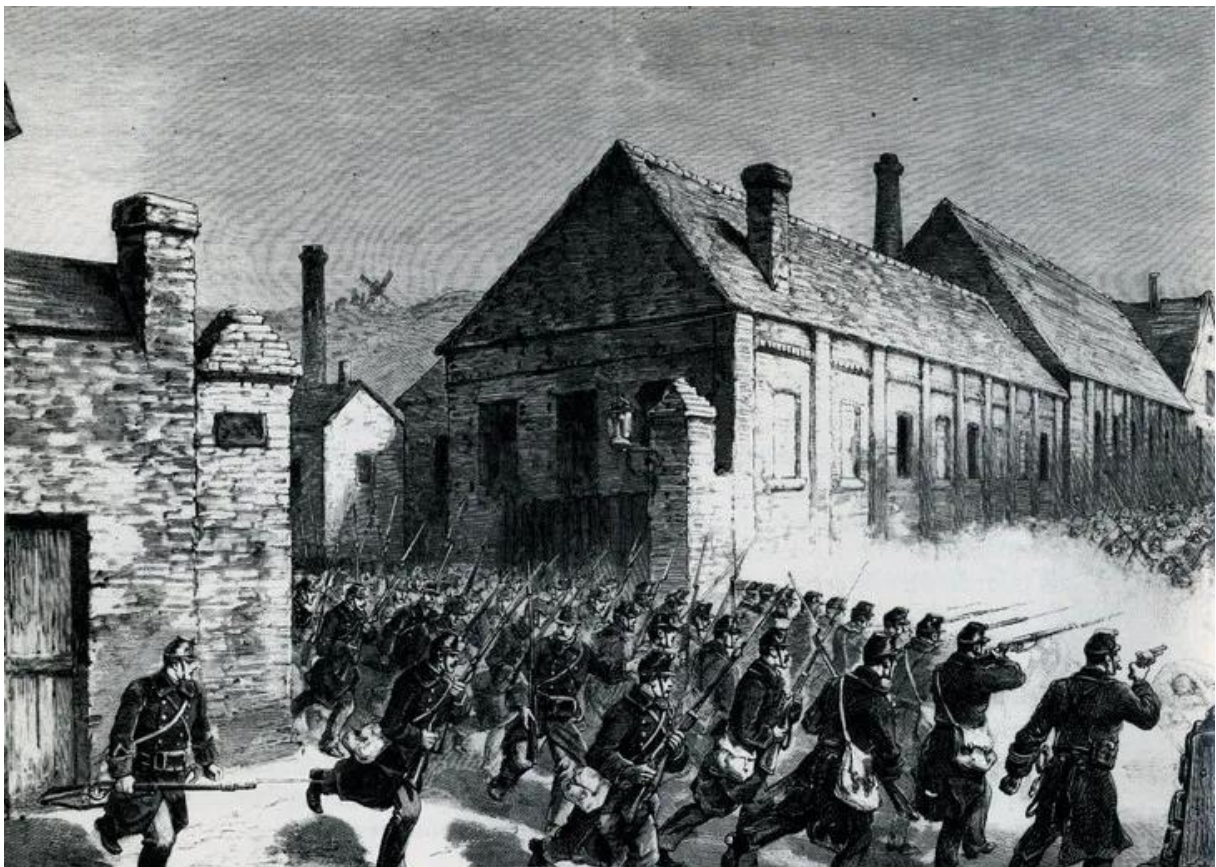
pour commémorer le 15e anniversaire du début de la Commune de Paris, dont la résonance est toujours forte.

Le 18 mars 1886, une foule bien plus large que prévue s'assemble à Liège. Des milliers d'ouvriers, de chômeurs et de femmes crient « Vive la République » et chantent La Marseillaise. La manifestation s'élanche et dégénère rapidement en pillages de magasins, surtout d'alimentation. La gendarmerie intervient. Les affrontements durent toute la nuit. Il y a au moins un mort et des dizaines de blessés et d'arrestations.

Le calme est rétabli à Liège mais la grève reprend aussitôt à Seraing. Des masses de cavaliers et de soldats sont dépêchés dans la Cité du Fer. L'armée occupe les points stratégiques le 20 mars. La tension persiste.

Les émeutes de la faim éclatent les 22-23. Les forces de l'ordre tuent cinq ouvriers. Une septantaine d'anarchistes et insurgés liégeois sont entretemps condamnés à la va-vite à des peines de 4 à 16 mois de prison.

La colère est matée à Liège mais surgit de plus belle le 25 mars à Charleroi. Les mineurs arrêtent de force les charbonnages du Pays Noir puis les verreries et la métallurgie. Nombre d'entre eux ont été au chômage à cause de nouvelles machines, prestement vandalisées / détruites.



La fureur populaire se déchaîne le 26 contre la verrerie Baudoux, totalement brûlée. Le château du patron n'y échappe pas non plus. D'autres glaceries, fabriques et hauts-fourneaux de la région subissent le même sort. Le patronat local comme national est terrifié par la nouvelle.

Le général Alfred van der Smissen y est envoyé dare-dare avec 20 000 réservistes et ordonne le tir sans sommation sur tout suspect. Sans retenue, cet officier n'a pas hésité jadis à se salir les mains en Kabylie dans la Légion étrangère ou au Mexique au service de Maximilien Ler.

La garde civique est tenue de faire feu sans sommation sur les émeutiers, il faut donner des ordres en conséquence. « Je sais que c'est illégal mais je me moque de la légalité, on m'a envoyé ici pour rétablir l'ordre, je le rétablirai par n'importe quel moyen » réagit van der Smissen.

Les fusillades se répètent à Roux (nord-ouest de Charleroi). Dix-neuf révoltés ne se relèvent pas parmi les dizaines de blessés par balle. Les socialistes carolorégiens leur érigeront un monument commémoratif au cimetière local (1907). Les échauffourées se poursuivent jusqu'au 29 mars.

Les grévistes jouent au chat et à la souris avec la troupe. Beaucoup d'usines ont été incendiées (même une abbaye). Les patrons s'arment. Des corons sont quadrillés, des ouvriers suspects raflés, les prisons remplies. L'arbitraire domine. -Le feu est éteint pour de bon le 2 avril.

Les ouvriers inculpés défilent alors devant les tribunaux. Composés de notables, bourgeois et banquiers, les jurys distribuent des peines, souvent disproportionnées.

Des socialistes sont condamnés abusivement, sans avoir pourtant participé aux émeutes, comme Alfred Edouard Anseele, cofondateur du POB, qui est également arrêté pour son soutien enflammé aux insurgés. Il avait demandé aux socialistes d'écrire aux soldats de ne pas tirer sur les ouvriers et avait traité le roi d'assassin du peuple. Il purge six mois de prison pour appel à la sédition.

Le roi Léopold II charge en avril une commission de travail pour enquêter sur la condition ouvrière. Une large enquête permet de formaliser la misère noire du prolétariat. C'est ainsi que sont adoptées de premières lois sociales (1887) comme l'interdiction du travail des enfants.

1886 va stimuler le mouvement social belge. ✓ Le POB se massifie et entraîne une dynamique irréversible de conquêtes sociales et démocratiques, comme en 1893 le suffrage universel masculin toutefois tempéré par le vote plural (à l'issue d'une révolte réprimée encore dans le sang)

Rédigé sur Facebook par Michel Henrion

1er mai 1886 : Une grève sanglante à Chicago inspire la fête du Travail

C'est un évènement tragique qui a inspiré la fête du Travail. Elle a été créée par les syndicalistes européens pour rendre hommage à leurs homologues américains, dont certains ont payé de leur vie la lutte pour la journée de 8 heures.

Le 1er mai 1886 à Chicago, une grève est lancée dans l'usine de matériel agricole

McCormick. La date n'a pas été choisie au hasard : aux États-Unis, le 1er mai c'est le *Moving Day*, c'est-à-dire à cette époque, le jour où les contrats des ouvriers arrivent à expiration. Chacun doit donc chercher du travail.

Les grévistes, qui ont été emmenés par un groupe d'anarchistes, ont l'intention de frapper fort. Cela fait longtemps déjà qu'ils demandent la journée de 8 heures. Cette revendication a été exigée par les syndicalistes américains inscrits au programme de l'Association internationale des travailleurs.

Le bilan de ce 1er mai 1886 : 1 mort et des dizaines de blessés



Alors que les grévistes sont en train de se disperser en ce 1er mai 1886, voilà que 200 policiers font d'un seul coup irruption et chose incroyable, se mettent à charger. Le bilan est très lourd : un mort, une dizaine de blessés dont plusieurs assez graves. Immédiatement, les anarchistes vont lancer un appel à un rassemblement de protestation contre cette violence policière.

Cette mobilisation doit avoir lieu à 19h30 le 4 mai à Market Square à Chicago. Les participants souhaitent une réunion pacifique, mais ils demandent quand même que, le cas échéant, on se munisse d'armes de légitime défense. Bref, tout le monde est en train de se préparer à l'affrontement.

Autour de 22h, juste après la réunion des anarchistes – qui s'est tenue dans le calme – 180 policiers surgissent à nouveau et chargent les grévistes. Les anarchistes lancent une bombe sur le service d'ordre qui va tuer huit policiers. Les fusillades s'enchaînent, faisant quatre morts parmi les ouvriers.

Huit meneurs anarchistes sont arrêtés. Quelques semaines plus tard, à l'issue d'un procès retentissant, quatre seront condamnés à la prison à perpétuité, dont un suicide en cellule et quatre autres seront pendus. Ces événements de Chicago, sans précédents dans l'histoire ouvrière, auront un impact mondial et donneront naissance à la fête du Travail.

Franck Ferrand

Lire nos prochaines publications.

Le premier des 1 er mai sanglant de Haymarket.



Le 1^{er} mai 1886, lors de la journée internationale pour la réduction de la journée de travail à 8 heures, des centaines de milliers d'ouvrier-es lancent une grève d'ampleur à travers le pays. Deux jours après, alors que le mouvement se poursuit, une bombe explose sur la place de Haymarket à Chicago en plein affrontement entre les manifestant-es et la police venue les réprimer. Un policier est tué par le souffle, sept autres dans la bataille rangée qui s'en suit. Quatre anarchistes sont alors pendus. Si la lutte pour la journée de 8 heures finit par être victorieuse, la mémoire des événements n'est toujours pas acquise. En témoigne la bataille qui a commencé alors et qui se poursuit aujourd'hui pour décider quelle statue doit être érigée sur la place de Haymarket. Plusieurs fois démantelée et réinstallée, la figure d'un policier fier de sa matraque n'est plus de mise depuis les années 1970, mais c'est aujourd'hui la bureaucratie et le monde de l'art qui tentent de réduire à néant le souvenir des luttes

de classe et l'histoire anarchiste.

4 mai 1927, Chicago. Le chauffeur de tramway s'élanche sur Randolph Street. Comme tous les jours, il passe devant le Monument à la police, statue inquiétante d'un policier, commémorant, du point de vue de la police, le massacre qui eut lieu à Haymarket en 1886. Le monument, qui se tenait autrefois sur la place de Haymarket à l'emplacement original de l'émeute, a été déplacé ici à Union Park, entre Randolph Street et Ogden Street, en raison de l'engorgement du trafic routier. Son déménagement n'a pas pour autant apaisé le mécontentement d'une grande partie des habitant·es, dont la mémoire ouvrière demeure heurtée par cette statue.

S'écartant de son itinéraire habituel, le chauffeur, nommé « O'Neil » selon les sources, sort de sa file et conduit le tramway sur le piédestal du monument, précipitant la statue du policier à terre. Il explique son geste par une raison simple : il n'en pouvait plus de voir ce flic, bras levé ¹. En 1927, le souvenir de Haymarket est encore vif pour le grand public états-unien, même si, les décennies passant, il commence à s'estomper. Une amnésie en partie due à l'absence de toute représentation visuelle. Pendant plus d'un siècle, la ville de Chicago a empêché les anarchistes et les mouvements ouvriers de commémorer l'émeute de Haymarket selon leur point de vue et dans l'enceinte de la ville.

Les événements de 1886 à Haymarket prennent racine dans le mouvement international en faveur de la journée de travail de 8 heures. Le 1er mai de cette année, Chicago est l'une des nombreuses villes à participer à une grève nationale, revendiquant la journée de 8 heures. Plus de 80 000 personnes se joignent au cortège le long de Michigan Avenue, dans une manifestation massive. En même temps, des grèves ont lieu un peu partout dans la ville. À l'usine McCormick ², dans les quartiers Sud de la ville, une altercation survenue entre grévistes et briseurs de grève a mis le feu aux poudres. 1 400 travailleurs sont en grève depuis la mi-février, et les rancoeurs sont fortes à l'égard des jaunes qui ont franchi le piquet de grève. Le 3 mai, les forces de l'ordre sont appelées en renfort. 200 policiers ouvrent le feu sur les grévistes, tuant quatre personnes et faisant de nombreux blessés. August Spies, un des militants anarchistes les plus actifs de l'époque, s'exprime alors devant les grévistes d'une autre usine, en face de celle où le massacre a lieu. Révolté, il court chez l'imprimeur du journal pour lequel il travaille et fait tirer en hâte un tract enflammé, intitulé « Vengeance ! Aux armes, ouvriers !!! » Un deuxième tract appelle à un rassemblement dès le lendemain (le 4 mai) sur Haymarket Square.

Le 4 mai au même endroit, Spies prend la parole devant une foule de 3 000 personnes, tout comme Albert Parsons, l'éditeur du plus grand journal anarchiste du pays : *The Alarm: A Socialist Weekly*. Chicago est alors l'épicentre du mouvement anarchiste aux États-Unis, très organisé et progressiste. Ses leaders les plus influents s'expriment devant des rassemblements massifs d'ouvrier·es et militent en faveur des pauvres, des sans emploi ou des immigrant·es vivant dans la ville. Sur Haymarket Square, Spies, Parsons et d'autres dénoncent les violences policières de la veille. Le maire Carter Harrison se rend alors au rassemblement et confirme devant la police que l'ordre y règne, avant de rentrer chez lui pour la nuit. À 22 h, les deux tiers de la foule ont quitté la place et la pluie se met à tomber.



Huit militants anarchistes sont arrêtés : Auguste Spies, Samuel Fielden, Oscar Neebe, Michael Schwab, Louis Lingg, Adolph Fischer, George Engel et Albert Parsons. Jugés, ces huit accusés sont condamnés à mort. Les peines de Schwab, Fielden et Neebe vont être commuées en prison à perpétuité. Les trois hommes seront graciés le 26 juin 1893.

L'événement aurait pu se clore sans incident, si les forces de l'ordre ne s'étaient pas lancées dans une démonstration de force. 180 policiers entreprennent de marcher sur la foule assemblée, exigeant qu'elle se disperse. Quelqu'un, dont l'identité reste jusqu'à aujourd'hui inconnue, jette alors une bombe parmi l'escadron de policiers en train de charger. Est-elle lancée par un·e ouvrier·e pour venger les meurtres policiers de la veille ? Est-elle jetée par un agent provocateur prêt à utiliser la violence et mettre un coup d'arrêt aux progrès du mouvement ouvrier ? Plus de 125 ans plus tard, aucune certitude ⁴. Une chose est sûre : dans le chaos qui succède à l'explosion, la police tire à vue dans la foule, tuant de nombreuses personnes, y compris dans ses propres rangs. Au moins huit agents meurent au cours de l'explosion et à la suite de leurs coups de feu. Plus de 200 civil·es sont blessé·es et le nombre de tué·es n'est alors pas établi.

Les séquelles de l'explosion sont profondes. La police s'empare de l'événement pour justifier l'attaque sur les syndicalistes : fermant les journaux ouvriers et arrêtant des centaines d'individus, écrasant en grande partie le mouvement anarchiste de Chicago. Au final, huit anarchistes (pour la plupart des immigrés allemands) sont poursuivis, dont certains pourtant absents le soir de la manifestation. Le 11 novembre 1887, les accusés sont jugés coupables ; c'est ce jour qu'on appela le « Black Friday », le vendredi noir. August Spies, Albert Parsons, et deux autres – Adolph Fischer et George Engel – sont condamnés à mort après un procès grossièrement injuste. Un autre homme ayant également écopé de la perpétuité se suicide en prison, et trois autres – Michael Schwab, Samuel Fielden et Oscar Neebe – sont envoyés en prison.

Par Nicolas Lampert. A suivre.

Choisir son camp : le Monument à la police et le Monument à Haymarket

Depuis 1886, les syndicats, les anarchistes et la police se sont déchirés autour de visions opposées de la façon dont la tragédie de Haymarket devait être commémorée. Les syndicats et les historien·nes du mouvement syndical considèrent pour la plupart que Haymarket relève de l'histoire du combat en faveur de la journée de 8 heures, et ont pris leurs distances avec les principes radicaux des anarchistes, et donc avec les martyrs de la fin du XIX^e siècle. Spies, Parsons et les autres appelaient en effet à une société collectiviste qui remplacerait le capitalisme et la propriété privée ; ils voyaient le gouvernement américain comme une entité hostile qui perpétue une société fondée sur l'inégalité et le système de classes. La revendication d'une restructuration radicale de la société va à l'encontre des objectifs des syndicats d'aujourd'hui, lesquels réclament en général des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, et des mesures favorisant les travailleur·ses syndiqué·es.



Le mouvement ouvrier a longtemps défendu l'idée qu'un monument officiel devait exister à Haymarket, pour représenter l'histoire et les préoccupations des travailleur·ses de différentes professions et tendances politiques. Beaucoup d'anarchistes affirment quant à eux que les martyrs qui ont perdu la vie pour leurs convictions haïraient tout type de monument officiel, validé par le gouvernement.

Dans une perspective bien différente, la police insiste sur le fait qu'on ne devrait se souvenir de Haymarket qu'au titre d'un événement au cours duquel un mouvement social, mené par des anarchistes, a conduit à l'assassinat d'agents de la paix. Selon eux, si un monument devait exister, il devrait honorer leurs collègues qui ont perdu la vie. Or pendant plus de 100 ans, c'est le point de vue de la police qui a prévalu à Chicago. La place de Haymarket a été soit ornée d'un monument à la police, soit complètement nue, dépourvue d'indice sur ce qui s'y était déroulé. Il a même été

interdit aux syndicats et aux anarchistes d'installer un monument correspondant à leur vision de l'émeute de Haymarket, où que ce soit dans le périmètre de la ville.

Les anarchistes ont répondu à cette interdiction en érigeant dès 1893 un monument dans la banlieue proche de Forest Park, au cimetière de la ville de Waldheim, où reposent les martyrs exécutés. La Pioneer Aid and Support Association, un groupe anarchiste qui soutient les veuves et les enfants des prisonniers et condamnés du procès de Haymarket, organise alors une collecte de fonds pour la construction de ce monument. Albert Weiner est désigné pour sculpter le Monument à Haymarket, et il crée une allégorie de la Justice déposant une couronne de laurier sur la tête d'un travailleur agonisant. La figure féminine de la Justice (parfois aussi interprétée comme représentant la Liberté, l'Anarchie ou la Révolution) regarde intensément au loin et est mise en scène comme une protectrice de la classe des travailleurs.

Ce monument puissant devient rapidement un point de ralliement pour les cérémonies organisées par les travailleurs·ses et les mouvements radicaux, dès son inauguration, le 25 juin 1893. La date coïncide avec l'exposition universelle de Chicago, ce qui donne l'occasion à des milliers de visiteurs et visiteuses de se rendre à la cérémonie au cours de laquelle le monument est finalement dévoilé. L'historien James Green explique ainsi l'importance de ce moment, autant que l'effort de la municipalité pour neutraliser son effet :

« Les familles des martyrs et leurs soutiens ritualisèrent le geste du souvenir, immédiatement après un enterrement que de nombreux témoins n'oublièrent jamais. Après une longue bataille avec les officiels de la ville qui interdirent les drapeaux rouges et proscrivirent les chansons révolutionnaires, les anarchistes conduisirent une grande marche silencieuse à travers les quartiers ouvriers, tout le long du trajet jusqu'au cimetière de Waldheim ... »

Plus de 3 000 personnes défilent ce jour-là et 8 000 se rendent au cimetière pour l'inauguration. Sur le piédestal du monument sont gravés les derniers mots prononcés par Albert Parsons avant d'être pendu : *« Le jour viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui. »*

Le jour qui suit la cérémonie, le gouverneur John Peter Altgeld gracie les trois hommes encore en prison. Il sait que cet acte va mettre fin à sa carrière politique, mais restant fidèle à ses convictions, il affirme que le procès a bel et bien été une parodie de justice. La grâce qu'il accorde sera par la suite inscrite à l'arrière du monument. Cette amnistie lui a valu d'être écarté des lieux de pouvoirs d'un côté, et encensé par les syndicats de l'autre, qui ont tenté en vain de lui faire construire un monument à Haymarket : la ville refuse, comme elle l'a déjà fait pour le monument aux martyrs.

Par la suite, le Monument à Haymarket du cimetière de Waldheim est demeuré un symbole de résistance pour le mouvement ouvrier. Les commémorations du 1^{er} mai et les cérémonies du souvenir des 4 mai et 11 novembre sont dès lors souvent célébrées autour du monument. De nombreuses figures du mouvement ouvrier et révolutionnaire états-unien y reposent, dont Emma Goldman, Lucy Parsons, Elizabeth Gurley Flynn, Joe Hill, Big Bill Haywood, et bien d'autres encore, qui y ont été enterrés, ou y ont vu leurs cendres dispersées.



Group of Veterans of the Haymarket Riot, taken at Union Park, 1907

Le Monument à la police, sculpté par Johannes Gelert, a été inauguré en 1889, trois ans avant le Monument à Haymarket. On va y célébrer des commémorations annuelles, et il est très aimé de ceux qu'il représente le mieux : les policiers. Le quotidien local *Chicago Tribune* et le Union League Club de Chicago ⁷ ont organisé la levée de fonds pour le monument, qui devait être placé au centre de Haymarket Square – dans

un quartier ouvrier de la ville, où se trouvaient les marchés paysans et les locaux de nombreux syndicats.

L'emplacement du Monument à la police, dans cette version de 1889, représente un policier le bras levé, faisant signe de s'arrêter. Un message explicite au peuple de Chicago : s'il se rebellait et faisait grève, il en paierait les conséquences. Sans surprise, le Monument à la police reçoit un accueil plutôt froid de la part des travailleur·ses, qui constituent la majorité des habitant·es de Chicago. Après que le monument a été renversé pour la première fois en 1927, il est déplacé loin des voies de tramway, afin que les chauffeurs rebelles ne puissent plus le détruire si facilement. On le met sur Jackson Boulevard, où, ironiquement, il fait alors face à la statue du maire Carter Harrison, qui témoigne contre la corruption dans la police. Les deux hommes se toisent, engagés dans un dialogue silencieux.

En 1956, le Monument à la police est transféré une nouvelle fois et revient dans la zone de Haymarket, à 60 mètres à l'ouest de sa position initiale. La police de Chicago avait milité pour son retour, mais au début des années 1950, une nouvelle figure urbaine – la construction de la voie rapide Kennedy Expressway – a lacéré le quartier, défigurant le site originel des émeutes. Placé au milieu des tours, le monument est donc cette fois-ci posé sur un piédestal dominant la route, du côté nord de Randolph Street, à un pâté de maison à l'ouest de Desplaines. Le 5 mai 1965, le conseil municipal consacre l'édification de ce monument comme un « repère historique majeur », mais il sera contredit par la nouvelle salve d'attaques qui s'apprête à tomber sur la statue.

En effet, le Monument à la police devient bientôt une cible pour le mouvement contestataire des années 1960. Le 6 octobre 1969, les Weathermen, un groupe dissident des SDS (Students for a Democratic Society), calent de la dynamite entre les jambes de la statue et la font sauter, envoyant ses jambes voler sur la route en contrebas. Alors que les Weathermen n'ont pas encore revendiqué l'explosion, le sergent Richard Barrett, président de l'association des sergents de police de Chicago,

accuse les SDS. Dans un communiqué (qui a été plus tard désavoué par son supérieur hiérarchique), le sergent Barrett affirme :

« L'explosion du seul monument dédié à la police aux États-Unis, perpétré par des anarchistes [...] est une déclaration de guerre évidente entre la police et les SDS et autres groupes anarchistes. Nous constatons qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort : tuer et se faire tuer, quoi qu'en disent Jay Millers, Daniel Walkers, et consorts, ou les prétendues lois sur les droits civils.] »

Dans ce contexte de tension grandissante, le maire Richard J. Daley ordonne que le monument soit reconstruit, demandant aux donateurs privés de participer aux frais, et reçoit des fonds de la part de beaucoup d'entre eux, dont l'International Brotherhood of Teamsters et plusieurs autres syndicats. Le 4 mai 1970, la statue est inaugurée encore une fois, le jour anniversaire de l'émeute de Haymarket. Pendant la cérémonie, Daley dit à la foule :

« Voici la seule statue au monde représentant un policier. Le policier n'est pas parfait, mais c'est un individu, aussi bon que n'importe quel autre citoyen. Il faut dire à la jeune génération que tout policier est leur ami, et à ceux et celles qui veulent rendre justice eux-mêmes que ce ne sera pas toléré. »

Les Weathermen restent indifférents à la menace de Daley : le 6 octobre 1970, exactement un an après la première démolition du monument, ils le font sauter une nouvelle fois. Ce coup-ci, la presse reçoit un appel d'un des membres du groupe clandestin, affirmant : *« Nous avons détruit la statue de Haymarket Square pour la deuxième année consécutive en l'honneur de nos frères et sœurs emprisonnés dans l'État de New York... »*, faisant référence aux luttes qui allaient bientôt se transformer en émeute dans la prison d'Attica.

Jetant de l'huile sur le feu, Daley décide alors la mise en place d'une protection policière de la statue jour et nuit, pour un coût annuel de 67 440 dollars. Les médias tournent en dérision cette garde rapprochée du monument, au motif que la police a bien d'autres chats à fouetter. La situation aux limites de l'ubuesque fait naître toute une série de propositions alternatives, créatives et comiques, afin de protéger le monument assiégé de tout dommage futur, comme la mettre sous cloche sous un dôme de plexiglas, ou mouler plusieurs statues de policier en fibre de verre pour pouvoir facilement les remplacer.

Réalisant que le Monument à la police continuera à être attaqué aussi longtemps qu'il restera sur Haymarket Square, la ville le déménage finalement en février 1972 dans le hall du commissariat central, sur Eleventh and State Street. En 1976, il est – à nouveau ! – transféré dans la cour de l'Académie de police au 1300 West Jackson, hors de la vue du public, une carte de visiteur étant exigée pour l'admirer. L'énorme base de béton qui avait servi de piédestal au monument restera sur Randolph Street pendant deux décennies, comme un rappel visuel du degré de conflictualité qui a su entourer cet espace d'hier jusqu'à aujourd'hui.

Par Nicolas Lampert.

1er mai 1891 : le massacre de Fourmies et l'égantine



La ville de Fourmies (département du Nord) a atteint son apogée industrielle et démographique à la fin du XIXe siècle. Elle comptait alors 16 000 habitants, en majorité des ouvriers. En 1891, à l'approche du 1er Mai, on craint des mouvements de grèves comme chaque année à la même date (depuis qu'en 1886 les syndicats ouvriers américains ont décidé de faire de ce jour une journée de revendications). Le 1er Mai, jour de travail ordinaire donc non chômé, est devenu un jour de manifestations ouvrières marqué traditionnellement par des grèves.

Dès le printemps 1891, la journée du 1er Mai à Fourmies est préparée par des meetings auxquels participent des militants du Parti Ouvrier Français, tels Hippolyte CULINE et Paul LAFARGUE (gendre de Karl MARX). Les auditeurs se pressent nombreux à ces réunions publiques et les idées sont reprises par : "le 89 des

Prolétaires" à Fourmies et le mouvement ouvrier "Les défenseurs du Droit" à Wignehies. On y dénonce les conditions de travail déplorables et on revendique la journée de 8 heures de travail.

Il était convenu dès le départ que cette fête internationale des travailleurs devait être une grande journée festive ! Selon le programme qui avait été établi par Culine , les ouvriers étaient invités à porter leurs revendications à la mairie de Fourmies, à 10h. Des festivités l'après-midi et un bal en soirée étaient également inscrits au programme. Le 1er Mai 1891 n'aurait jamais dû se terminer dans un bain de sang...

Les Délégués ouvriers désignés en Assemblée générale des Travailleurs et réunis à Fourmies, au Café du Cygne, rue des Eliets , avaient retenu 8 revendications prioritaires :

- 1) La journée de huit heures
- 2) L'application de l'unification de l'heure pour la rentrée et sortie des fabriques et la même heure pour toutes, annoncée par la cloche locale
- 3) Création d'une Bourse du Travail
- 4) Révision générale des tarifs, suppression des règlements léonins, abrogation des amendes et des mal façons
- 5) Fixation de la paie tous les huit jours et l'obligation réciproque de prévenir 8 jours à l'avance en cas de cessation de travail
- 6) Suppression des octrois
- 7) Amélioration hygiénique à apporter dans certains ateliers en particulier à Fourmies et sa région.
- 8) Création de Caisses de retraites pour les ouvriers.

Les patrons répliquent par une adresse très vive "contre les meneurs étrangers" et les "théories révolutionnaires". Affichée le 29 avril et signée par tous les entrepreneurs, sauf un, elle tente de dissuader les ouvriers de participer à la manifestation.

A la veille du 1er Mai, les patrons ont exprimé leur inquiétude au maire qui demande un renfort de troupes au sous-préfet d'Avesnes en prévision de la journée du 1er Mai.

Histoire de dissuader les ouvriers à se mettre en grève, le patronat menacera également de licenciement tous les ouvriers qui arrêteront le travail. Devant les risques de débordements, ils finiront par obtenir du préfet qu'il mobilise un important dispositif de maintien de l'ordre. En cette journée du 1er Mai, 2 compagnies d'infanterie seront donc mobilisées.

A 9 heures, la plupart des ouvriers de la ville sont en grève, et une seule filature reste en activité. Des ouvriers grévistes s'en approchent afin d'obliger "les jaunes" à cesser le travail. Après une échauffourée avec les gendarmes à cheval, quatre manifestants sont arrêtés.

Des renforts sont demandés à la sous-préfecture qui envoie deux compagnies du 145e de ligne casernée à Maubeuge. Le 84ème RI d'Avesnes est déjà sur place. Le premier slogan de la journée "c'est les huit heures qu'il nous faut " est alors devenu "c'est nos hommes qu'il nous faut ". Le reste de la journée se déroulent sans aucun incident

majeur.

Églantine 1er mai

Jusqu'au début du XX^e siècle, la fleur associée au 1er Mai est l'églantine rouge, que les manifestants portent en boutonnière. Une tradition dédiée à Marie Blondeau, l'une des victimes de la fusillade sanglante de Fourmies en 1891. La jeune femme était alors vêtue d'une robe blanche et de branches d'églantine.



En début d'après-midi, le maire de Fourmies promet de relâcher à 17h00 les ouvriers qui avaient été arrêtés le matin.

Il est 18h15, les 4 grévistes emprisonnés à la mairie n'ont toujours pas été libérés. Près de 200 manifestants arrivent alors sur la place de l'église et font face aux 300 soldats équipés du nouveau fusil Lebel qui contient 9 balles (une dans le canon et huit en magasin) de calibre 8 mm. Ces balles peuvent, quand la distance n'excède pas 100 mètres, traverser trois corps humains sans perdre d'efficacité.

Il est 18h20, les cailloux volent, la foule pousse. Pour se libérer, le commandant Chapus fait tirer en l'air. Rien ne change. Il crie : " baïonnette ! En avant ! "

Collés contre la foule, les trente soldats, pour exécuter l'ordre, doivent faire un pas en arrière. Ce geste est pris par les jeunes manifestants pour une première victoire. Kléber Giloteaux, leur porte drapeau s'avance alors ...

Il est presque 18h25 ... le commandant Chapus s'écrie : « Feu ! Feu ! Feu rapide ! Visez le porte-drapeau ! ». La troupe tire et pour la première fois utilise le fusil LEBEL. La fusillade va faire une trentaine de blessés et neuf morts parmi lesquels Maria BLONDEAU, jeune ouvrière de 18 ans tenant dans les mains un bouquet d'aubépine, Gustave Pestiaux, 14 ans et Emile CORNAILLE, enfant de 11 ans avec dans sa poche une petite toupie ...

En **Hommage** **à** **:**

Maria Blondeau, 18 ans
Louise Hublet, 20 ans

Ernestine Diot, 17 ans
Félicie Tonnelier, 16 ans
Kléber Giloteaux, 19 ans
Charles Leroy, 20 ans
Émile Ségaux, 30 ans
Gustave Pestiaux, 14 ans
Émile Cornaille, 11 ans

Publié le 1 Mai 2023 par CGT Cochin in Histoire

Christophe Sauliere]

À l'origine du premier mai | Une lutte, avant d'être une fête



Émile Vandervelde, membre du POB et de la 2^{ème} Internationale est en tête de la manifestation.

Bientôt le premier mai ! La fête des travailleurs et travailleuses ; un jour de repos bien mérité, de fête populaire, mais aussi un jour de solidarité et de militantisme. Car si l'on commémore les luttes sociales d'hier, on prépare aussi celles de demain. Mais quelle est l'origine du premier mai ? Retour historique sur ce qui fut, au départ, une lutte

sanglante pour les droits du monde ouvrier.

À quand remonte la tradition du premier mai ?



Le mouvement est né aux Etats-Unis. Dès 1884, le monde ouvrier s'enflamme pour un alléchant programme : la journée des huit heures. Les syndicats américains, durant leur congrès, se donnent deux ans pour l'imposer. Ils lancent leur action le premier mai 1886, jour où, traditionnellement, les contrats annuels des ouvriers venaient à

terme. La grève générale de mai 1886 est particulièrement suivie : 340 000 ouvriers arrêtent le travail. Malheureusement, dans la foulée, plusieurs d'entre eux perdront la vie. En 1886, la journée des huit heures deviendra une réalité pour environ 200 000 travailleurs et travailleuses, aux États-Unis. Elle sera élargie progressivement, à de plus en plus de secteurs, pendant les décennies qui suivent. Puis généralisée en 1937.

Le premier mai et l'internationale socialiste

Plus près de chez nous, en 1889, l'Internationale socialiste, sous l'impulsion de Jules Guesde et de son Parti Ouvrier, décide de faire de chaque premier mai une journée de manifestation, avec pour objectif, également, de revendiquer la journée des huit heures. On choisit cette date en hommage aux événements de Chicago.

À l'époque, les journées de travail étaient de 10 à 12 heures. Les ramener à huit heures porterait ainsi le temps de travail à 48h/semaine (seul le dimanche étant libre). La revendication des « huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de sommeil fait mouche dans le monde ouvrier.

Au lendemain de la première guerre mondiale, la classe ouvrière revendique une journée de 8 heures de travail.

Les débuts du triangle rouge

La première manifestation du premier mai a lieu en 1890 à Paris Le symbole de la revendication ? Un... triangle rouge, en cuir, porté sur la veste. Ce triangle rouge pointe vers les trois « huit ». Les recherches menées par l'historien Julien Dohet en attestent.

Dans La Gazette de Liège, journal de la droite catholique réactionnaire du 25 avril 1890, on trouve l'information suivante : « *Le 1er mai. Dix mille affiches vont être placardées à Paris. Elles seront imprimées sur papier rouge. Elles portent en tête : fête du Travail. La pétition des chambres syndicales et des groupes socialistes de France sera portée, le 1er mai, à la chambre des députés par une délégation. La délégation partira de la place de la Concorde à 2 heures de l'après-midi. L'insigne adopté par les manifestants est un petit triangle en cuir rouge dans lequel se trouve cette inscription :* « 1er mai, 8 heures de travail ».

Le port du triangle rouge permettait de distinguer le militant du promeneur, et de symboliser la lutte sociale. Le triangle rouge, on le retrouve encore aujourd'hui sur de nombreuses vestes, le premier mai ou chaque jour, et aussi dans le logo de votre magazine. Il reste le symbole par excellence des luttes sociales, et surtout de la résistance face à l'extrême droite. Ce même triangle ayant été la marque, dans les camps nazis, des prisonniers politiques et résistants.

Une presse hostile, qui joue sur les peurs

Les premières éditions de notre Fête du Travail ne se sont pas, chez nous non plus, déroulées sans heurt. La fusillade de Fourmies, dans le Nord de la France, fait 9 morts, le premier mai 1891. Les forces de l'ordre sont mises en cause, mais néanmoins, neuf manifestants sont condamnés pour entrave à la liberté de travail, outrage et violence à agent et rébellion.

Julien Dohet nous rappelle le contexte : « *La presse de l'époque s'est empressée de monter en épingle, ou d'exagérer l'intensité d'attentats anarchistes, à la veille de chaque premier mai. En appuyant sur la présumée dangerosité des anarchistes, ils justifiaient en quelque sorte la répression policière féroce à l'encontre des manifestants. C'est quelque chose qui fait écho à ce qu'on vit aujourd'hui : en insistant sur l'action – dangereuse – de groupes marginaux, on justifie la répression envers l'ensemble du monde militant.* »

On le voit, les luttes d'hier rejoignent en tout point celles d'aujourd'hui et de demain. Atteintes aux libertés syndicales, discours de haine, justice de classe, violences policières envers des manifestants. Autant de thèmes qui font toujours l'actualité. Ajoutons à cela les attaques portées encore récemment à la journée des huit heures. Le combat continue.

Extrait de la revue syndicale « Syndicats »

Le 1 er mai en Belgique.

Bruxelles, 1er mai 2025 — Ce 1er mai, comme chaque année, la Belgique célèbre la fête du Travail, un jour férié important dans le pays, destiné à rendre hommage aux travailleurs et à leurs droits. L'occasion pour de nombreux Belges de profiter d'une journée de repos, de participer à des manifestations ou de prendre part à des événements festifs organisés dans tout le pays.

Une journée marquée par le repos et l'engagement social

Le 1er mai est un jour de solidarité et de revendications, où les syndicats belges organisent traditionnellement des manifestations et des défilés dans les grandes villes telles que Bruxelles, Liège, Anvers, et Charleroi. Cette journée est l'occasion de faire entendre les préoccupations des travailleurs concernant leurs conditions de travail, leurs droits sociaux, ainsi que des revendications liées à la protection de l'emploi et à l'égalité des salaires.

Les manifestations sont souvent accompagnées de discours politiques visant à attirer l'attention sur les questions sociales. Le mouvement syndical belge, avec des représentants des principaux syndicats comme la CGSLB, la FGTB et la CSC, organise généralement des rassemblements dans les principales agglomérations. Ce jour est aussi une opportunité pour les partis politiques de réaffirmer leurs positions sur le travail et la justice sociale.

Fermeture des entreprises et services publics

Le 1er mai étant un jour férié légal, la majorité des entreprises, administrations publiques et banques ferment leurs portes. Les écoles et services publics suspendent également leurs activités, permettant ainsi aux travailleurs d'apprécier pleinement cette journée dédiée à leurs droits.

Les transports en commun connaissent également un ajustement de leurs horaires, fonctionnant souvent selon un horaire réduit ou de jour férié. Cela permet aux usagers de se rendre aux événements organisés tout en bénéficiant d'un service de transport adapté.

Les restaurants et commerces peuvent être partiellement ouverts, mais cela dépend des décisions des propriétaires. Nombreux sont ceux qui profitent de cette journée pour se reposer ou partir en famille à la campagne, dans les parcs, ou participer à des événements culturels locaux.

Des événements festifs et familiaux



En plus des manifestations et des rassemblements syndicaux, de nombreuses familles belges en profitent pour organiser des sorties en plein air. Les parcs, jardins publics et espaces récréatifs accueillent de nombreux citoyens, en particulier les jeunes et les familles. C'est également une journée idéale pour assister à des événements musicaux, spectacles et autres animations qui ponctuent les festivités dans tout le pays.

Une tradition de solidarité et de mobilisation

La fête du Travail, bien que marquée par des revendications sociales, demeure un symbole de solidarité ouvrière et de l'engagement collectif pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens. En Belgique, cette journée se veut un rappel de l'importance de préserver les acquis sociaux, mais aussi de promouvoir l'égalité, la justice sociale et la dignité des travailleurs, dans un contexte de globalisation et de changements économiques constants.

Les manifestations syndicales, les discours politiques et les événements populaires se conjuguent ainsi pour célébrer les luttes et avancées sociales tout en soutenant les droits des travailleurs et leur contribution essentielle à la société belge.

Le 1er mai 2025 est bien plus qu'un simple jour férié. C'est une journée de mobilisation, de réflexion et de reconnaissance envers les travailleurs. En Belgique, cette date reste une occasion clé pour la société de se souvenir de l'importance du travail et de l'action collective pour améliorer le bien-être des citoyens. La fête du Travail est un moment de célébration et de renouvellement des engagements sociaux, tout en offrant aux Belges l'opportunité de se détendre, de se rassembler et de participer à des événements culturels.

H. Zinu

1er mai 1942 en Belgique

Le 1er mai s'est déroulé dans notre pays sous le signe de la lutte contre l'occupant à l'appel du Parti communiste qui avait diffusé des centaines de milliers de tracts et de



papillons. Les travailleurs ont marqué leur irréductible hostilité au régime nazi. Ils ont célébré le 1er mai en portant des coups durs à la machine de guerre hitlérienne.

« Pas une heure de travail pour Hitler ! » sous ce mot d'ordre, des centaines de milliers de travailleurs se mirent en grève

Les partisans entamèrent la campagne par quelques coups particulièrement réussis portés à l'ennemi. Au puits du Cazier, à Marcinelle, ils dynamitèrent la machine d'extraction. À Lodelinsart, ils brûlèrent complètement la Verrerie de la Paix servant d'entrepôt aux Allemands. À Mariemont, au charbonnage Saint-Arthur, deux compresseurs et la chaudière sautèrent la nuit du 1er mai.

Dans des dizaines et des dizaines de communes de Flandre, de Wallonie et de la région bruxelloise, des drapeaux rouges avait été hissés au sommet des pylônes, au faite des usines, aux câbles. En plusieurs endroits, notamment au pont de Roux, au pont de la Villette, de véritables manifestations de masse eurent lieu autour de ces drapeaux à la faucille et au marteau, symbole de la liberté et de l'indépendance.

Des fleurs furent déposées dans de nombreux cimetières sur les tombes de nos disparus : Joseph Jacquemotte, F. Moureau, J. Berlemont en souvenir des fusillés de 1886 à Roux, à Ransart, etc.

Dans toutes les régions industrielles, le mot d'ordre de grève fut suivi dans la majorité des entreprises à la grande rage des Allemands qui ont tant besoin de notre production pour pouvoir continuer leur guerre de brigandage.

Dans la région liégeoise, dans les charbonnages et les usines métallurgiques, l'arrêt du travail a été quasi général, les travailleurs affirmant leur volonté d'aider les alliés à liquider le régime abhorré de l'occupant. Dans la région de Charleroi, la grève immobilisa les grandes usines : ACEC, Fabrique de Fer, Thy-le-Château. Energie. Au moins vingt charbonnages du bassin furent désertés. Même compatibilité dans la Basse Sambre où les mineurs ainsi que les métallurgistes de la Fonderie de Tamines, les ouvriers des petites entreprises travaillant pour l'occupant ont fait grève. Dans la région du Centre, seul le personnel d'entretien des charbonnages a travaillé. Grève également dans les principales entreprises métallurgiques. Aux atelier Collinet à Houdeng, les ouvriers ne se sont pas contentés d'arrêter le travail, ils ont nommé une délégation qu'ils ont chargée, le lendemain de présenter leurs revendications au patronat. Soixante pourcents du personnel des charbonnages de la région de Hensies Pommeroeul n'a pas travaillé et le chômage fut total dans de nombreuses petites entreprises notamment dans les bonneteries de Quevaucamps. Dans le Brabant, également, il y a eu des grèves et des arrêts partiels du travail : chez Blavier à Vilvoorde Comptimter à Molenbeek Henricot à Court-Saint-Étienne, Berger à Wavre, AGEA, bureau de poste, etc En outre, à Bruxelles, quatre-vingts pourcents des élèves de l'Institut des Arts et Métiers et une bonne partie de l'Ecole Professionnelle de la Ruche stoppèrent les cours.

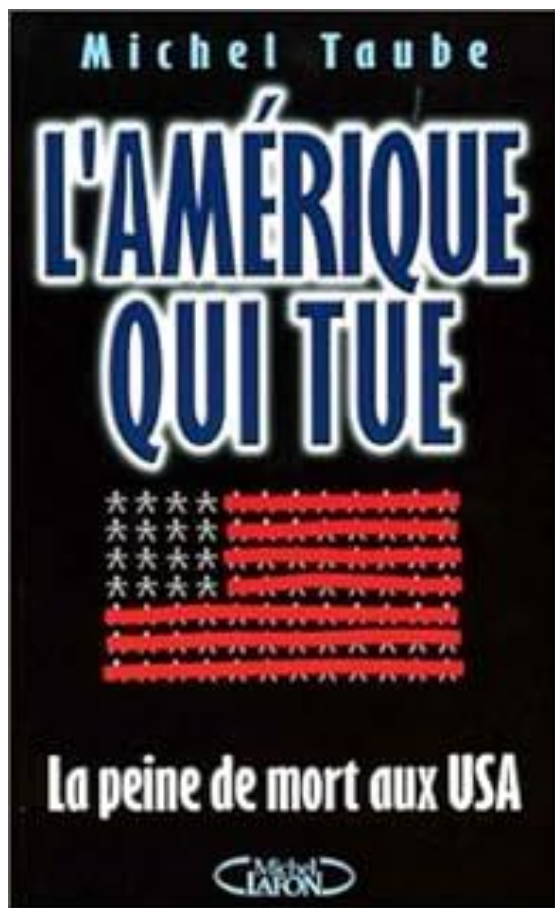
À tous ces renseignements qui ne sont que partiels, il faut ajouter que les travailleurs ont encore porté d'autres coups à leur ennemi. Ils ont marqué leur mépris pour les traîtres. Dans la capitale et ailleurs, les maisons des Judas ont été distinguées de différentes manières. À Liège, le local du mouvement nazi wallon place Saint Barthélemy a été pratiquement démoli à coup de dynamite et, toute la journée, les travailleurs en grève et les patriotes défilèrent devant les ruines marquant hautement leur haine pour les vendeurs de syndicats à l'hitlérisme.

Le 1er mai 1942, sous la terreur nazie, fut un cuisant échec pour l'occupant, une belle et grande journée de lutte.

Mais le combat continue et doit se renforcer non seulement les travailleurs doivent s'opposer résolument aux déportations de plus en plus menaçantes mais ils doivent développer, intensifier le sabotage de toute production pour Hitler. Dès maintenant, ils doivent se préparer à refuser tout travail pour l'ennemi dans les entreprises belges. Non seulement, les groupes de partisans qui font sauter les centrales et flamber les dépôts allemands doivent se multiplier mais les patriotes doivent se grouper et s'organiser pour préparer le soulèvement national libérateur. Staline a dit que l'hitlérisme doit être écrasé en 1942. Il le sera si vous aussi, ici, nous lui portons des coups définitifs.

Extrait du Drapeau Rouge numéro 26 de 1942

Peloton d'exécution, électrocution, asphyxie par gaz... Quand la Justice américaine préconise la diversité des mises à mort



Alors que Donald Trump a pour volonté d'élargir l'application de la peine capitale pour les crimes fédéraux les plus graves, son administration souligne les difficultés d'approvisionnement des substances nécessaires à l'injection létale. Le ministère de la Justice recommande de recourir à des méthodes d'exécution... qui sont par ailleurs contestées par les Nations Unies.

C'est un pas de plus vers l'élargissement des condamnations à la peine de mort aux États-Unis souhaitée par le président Donald Trump. Le ministère de la Justice a publié ce 24 avril des recommandations visant à faciliter le recours à la peine capitale pour les crimes dits « fédéraux » les plus graves – comme le meurtre d'un membre du Congrès – en autorisant l'usage du peloton d'exécution, de l'électrocution et de l'asphyxie par gaz.

Ce rapport s'inscrit dans la volonté du locataire de la Maison-Blanche. Tout juste réélu, le 47e président des États-Unis avait signé, en janvier 2025, un décret ordonnant

le recours à la peine capitale pour les atteintes les plus graves au pays, les meurtres de policiers et les crimes commis par des étrangers en situation d'irrégularité. De quoi marquer la rupture avec son prédécesseur, Joe Biden, auteur d'un moratoire – une suspension – des exécutions fédérales seulement quelques semaines auparavant. « *Je commue les peines de 37 des 40 individus présents dans le couloir de la mort de*

la justice fédérale à des peines d'emprisonnement à vie sans possibilité de libération conditionnelle », avait-il annoncé dans un communiqué.

CHAMP DES POSSIBLES

Depuis, les choses ont bien changé. Début février 2025, la ministre de la Justice Pam Bondi – remplacée début avril 2026 par Todd Blanche à cause, notamment, de sa mauvaise gestion de l'affaire Epstein – a publié un rapport intitulé « Réinstauration de la peine de mort fédérale et levée du moratoire sur les exécutions fédérales ». Le ministère de la Justice s'aligne à son tour, plus largement, sur la directive présidentielle. Mais alors, pourquoi élargir les méthodes d'exécution ? Pour utiliser une alternative à l'injection létale – majoritairement utilisée depuis les années 1970 – en cas de difficultés d'approvisionnement des substances nécessaires. La faute aux activistes opposés à la peine capitale, selon le rapport : *« Ces dernières années, les militants opposés à la peine de mort ont mené une campagne publique contre les fournisseurs de produits utilisés pour l'injection létale (...) mettant ainsi en péril l'avenir de l'injection létale en tant que méthode d'exécution. Des membres du Congrès et certains médias ont facilité ces efforts en divulguant publiquement*

Avant d'ajouter : « Face à ces difficultés, les États ont commencé à élargir l'éventail des modes d'exécution disponibles pour mettre en œuvre les condamnations à mort. » En effet, outre l'État fédéral, 27 États fédérés appliquent la peine de mort... et trois concentrent la majorité des exécutions : 60 % ont eu lieu au Texas, en Floride et en Caroline du Sud en 2025. Et par « *éventail des modes d'exécution disponibles* » il faut comprendre : le peloton d'exécution, l'électrocution et l'asphyxie par gaz. La première option, le peloton d'exécution, est ainsi autorisée dans cinq États, dont l'Idaho, l'Utah, et la Caroline du Sud. L'électrocution, prédominante jusqu'en 1972, est toujours d'actualité dans neuf territoires dont l'Alabama, la Floride et la Louisiane. Enfin, l'asphyxie par gaz, admise dans sept États, est la méthode la plus controversée. Mise à exécution pour la première fois en 1924, elle est tombée en désuétude dans la deuxième moitié du siècle à la suite du recours aux chambres à gaz au cours de la Seconde Guerre mondiale.

INHALATION D'AZOTE

Pour autant, la mort par gaz n'a pas dit son dernier mot. Le pays y a eu recours de manière ponctuelle : d'abord en 1999, pour mettre fin aux jours de Walter LaGrand. D'origine allemande, il a été intoxiqué au cyanure d'hydrogène en Arizona pour avoir assassiné un directeur d'agence bancaire en 1982 au cours d'un vol à main armée.

Plus récemment, en 2024, la première mise à mort par hypoxie à l'azote a été exécutée sur Kenneth Eugene Smith en Alabama. Auteur du meurtre d'une femme en 1988, il avait réchappé à une injection létale en 2022. Ce procédé, également autorisé en Oklahoma et au Mississippi, a suscité l'indignation des Nations Unies : *« L'on craint sérieusement que cette méthode nouvelle et non testée d'asphyxie par l'azote gazeux ne s'apparente à de la torture ou à un traitement cruel, inhumain ou dégradant »,* avait alors réagi l'organisation dans un communiqué.

Gérard Vitel - Extrait de Marianne